

## **2241002 Rue89 Lyon**

<https://www.rue89lyon.fr/2024/10/02/expulsion-espace-communal-guillotiere-fin-lieu-de-vie-et-refuge/>

### **Avec l'expulsion de l'ECG, la fin d'un « lieu de vie et de refuge »**

*Mercredi 2 octobre, a eu lieu l'expulsion de l'Espace Communal de la Guillotière (ECG) et de son Annexe. Une vingtaine de personnes y habitaient et se retrouvent de nouveau à la rue. Au-delà d'un squat, l'ECG était aussi un lieu de vie politique et associative depuis 2019, au cœur du quartier de la Guillotière.*

#### **Méline Pulliat**



Mercredi 2 octobre, l'ECG et son Annexe ont été expulsés par les forces de l'ordre. Photo : PL/Rue89Lyon

« Ma seule garantie pour dormir c'était l'ECG. Sans ça aujourd'hui, je ne sais pas où aller », renifle Aboubacar Canara, qui vient d'avoir 22 ans. Sac de course à la main avec toutes ses affaires fourrées à l'intérieur, il regarde par-dessus le barrage policier, l'Espace communal de la Guillotière et son Annexe, en pleine expulsion.

Mercredi 2 octobre au petit matin, entre 5h30 et 6h, les forces de l'ordre ont cassé les portes des bâtiments colorés, entre les rues Béchevelin et Jangot (Lyon 7e). Une vingtaine de personnes se trouvaient à l'intérieur. Cinq ont été arrêtées par la police aux frontières (PAF), « en raison de leur situation administrative », a communiqué la préfecture dans la foulée. Selon les militant-es sur place, depuis [l'expulsion du squat Casse Dalle](#) en mai dernier, l'intervention de la PAF est quasi systématique.

D'après les soutiens, aucune solution de relogement n'a été proposée, aucun diagnostic social réalisé. Contactée, la Métropole de Lyon nous redirige vers la préfecture et Grand Lyon Habitat, propriétaire de l'ECG. De son côté, la préfecture du Rhône confirme « qu'aucun relogement n'a été effectué à l'issue de l'évacuation ».

### **Après l'expulsion de l'ECG, « beaucoup sont à bout de solution »**

En protestation, quelques soutiens se sont réunis sur la place Khalaf. Aboubacar n'avait que ce lieu. Son contrat jeune majeur, qui lui permettait d'être pris en charge par la Métropole, a

pris fin à ses 21 ans. Après un accident à l'automne 2023, il ne pouvait plus aller travailler et s'est retrouvé sans toit. Depuis, il a retrouvé un emploi mais aucune demande de logement n'aboutit. « J'ai un salaire, mais ce n'est pas assez pour avoir un logement ! », s'écrie-t-il, les larmes aux yeux.

Pour lui comme pour les autres, l'ECG était un « lieu refuge ». « Beaucoup de personnes ici sont à bout de solution », souffle une membre de Droit au Logement (DAL). L'expulsion intervient juste avant la trêve hivernale qui doit débiter le 31 octobre.

« Mais l'hiver arrive tôt cette année », s'indigne-t-elle. Pourtant, elle s'y attendait. « Ils avaient déjà fait le coup avec Pyramide à Gerland », rappelle-t-elle. [Le 30 octobre 2023, à la veille de la trêve, le plus grand squat de Lyon a été évacué.](#) Plus de 200 personnes y logeaient.

Elle se retourne et observe, désespérée, des matelas, et autres affaires personnelles jetées depuis les fenêtres. Les lieux sont déjà en cours de « sécurisation ».



Les affaires personnelles des personnes qui logeaient à l'ECG sont jetées par les fenêtres. Photo : PL/Rue89Lyon

« Mes habits sont encore là-bas », soupire Sekou Mane. Il a tenté de négocier avec les forces de l'ordre. En vain. Le jeune homme vit de squat en squat à Lyon depuis 2018. Après l'Amphi Z, le Dur à Cuire, le Casse Dalle, il avait trouvé refuge à l'ECG. « J'ai tous mes papiers, mais je n'ai toujours pas de logement », désespère-t-il.

*À lire sur Rue89Lyon*

[Projets débutés, lieux à l'abandon... que deviennent les squats expulsés de Lyon ?](#)

### **Avec l'expulsion, « un lieu vivant de la Guillotière est tombé »**

Pour les militant·es, l'expulsion de [l'ECG](#) est un crève-cœur. « Je ne vais pas mentir, je ne suis pas au top », soupire l'un d'entre eux. Plus qu'un squat c'est tout un lieu de vie, d'organisation politique et associative qui disparaît. « Des distributions alimentaires étaient régulièrement tenues à l'ECG. Des centaines de personnes en dépendaient », s'indigne une autre militante, présente sur les lieux depuis 6h.



L'annexe de l'Etablissement communal de la Guillotière accueille, notamment, une permanence de santé. Photo : PL/Rue89Lyon.

« Un lieu vivant [de la Guillotière] est tombé aujourd'hui, ce n'est pas une page qui se tourne, c'est une page qui brûle », écrivent les soutiens dans un communiqué.

L'espace a vu le jour en novembre 2019 dans l'un des bâtiments délaissés de l'ancienne usine Descours, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Lyon. En 2021, le squat s'est étendu pour inclure celui de l'Annexe, un bâtiment vide adjacent à l'ECG, propriété du bailleur social Grand Lyon Habitat. Ces lieux font partie de « l'îlot Mazagran », sur lequel des projets immobiliers avec des « logements sociaux et abordables », sont prévus. Un projet amendé par l'actuelle majorité métropolitaine.

#### *À lire sur Rue89Lyon*

[L'ECG, symbole de la lutte contre la gentrification de la Guillotière, au bord de l'expulsion Avec le nouvel îlot Mazagran, un air de fin de lutte contre la gentrification à la Guillotière](#)

Juridiquement, l'ECG est expulsable depuis trois ans. Après plusieurs visites des forces de l'ordre à l'été 2023, la mesure d'expulsion est devenue de plus en plus concrète. Grâce une victoire judiciaire en 2022, les habitant·es pouvaient rester à l'Annexe jusqu'au 31 mars 2024.

« Le 22 avril on a reçu le commandement de quitter les lieux qui indiquait que le lieu était expulsable à partir 22 juin », indique une membre du DAL. Entre temps, la communication entre le collectif et la métropole étaient difficiles. Impossible de connaître une date précise d'expulsion.

#### **« ECG vivra, ECG vaincra »**

Vers 10h, des militants amènent une grande banderole. « Expulsion de l'ECG. Explosion d'un quartier ». Toutes celles et ceux qui s'étaient réunis sur la place décident de partir en manifestation. Sur les voies de tram, de bus, à travers les voitures garées, ils sont une trentaine à défiler. « ECG vivra, ECG vaincra », crient-ils.

Les militant·es se dirigent vers les locaux de la police aux frontières pour réclamer la libération des cinq personnes interpellées ce matin. Après quelques minutes devant la porte du 92 rue de la Part-Dieu (Lyon 3<sup>e</sup>), le petit cortège retourne en direction de l'ECG. « Un toit c'est un droit », « pas d'expulsion sans relogement », « la Guillotière n'est pas à vendre », scandent-ils tour à tour à travers leur mégaphone.



Pour protester contre l'expulsion de l'ECG, des militants sont partis en manifestation. Photo : MP/Rue89Lyon



Les militants réclament aussi la réquisition des logements vides dans la métropole de Lyon. Photo : MP/Rue89Lyon

Ils réclament aussi la réquisition de logements vides face à la saturation du dispositif d'hébergement d'urgence à Lyon et dans la métropole. « De nombreux squats sont expulsés et ça devient difficile d'en ouvrir de nouveaux. Les risques sont trop grands avec les peines de prison et les amendes encourues », signale une militante.

Elle ajoute qu'à l'ECG la situation est d'autant plus difficile car la majorité des personnes qui s'y trouvaient sont des hommes, seuls et issus de l'immigration. « Tout le monde s'en fiche », grince-t-elle. De retour place Khalaf, les militant-es déposent leur banderole à terre. Café et cigarettes à la main, ils attendent. Au côté et en soutien à la vingtaine de personne qui dormira sans doute à la rue ce soir.